

du Commerce. Un accord est-il intervenu entre le ministre, les syndicats des transports et la Commission des transports de Montréal en vue d'assurer le transport des visiteurs vers les lieux de l'Expo jusqu'à la fin de cette dernière?

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Monsieur l'Orateur, nous avons essayé d'assurer le meilleur service de transport possible. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à mettre fin à cette déplorable grève qui prive un grand nombre de gens de l'occasion de voir une des réalisations les plus grandioses de notre centenaire. J'ai étudié la situation avec des représentants des trois échelons de gouvernement, vendredi dernier, à Montréal, mais malheureusement, jusqu'à présent aucune solution n'est intervenue.

LES AÉROPORTS

TORONTO—LE REMPLACEMENT POSSIBLE DU SERVICE D'APPROVISIONNEMENT DES AVIONS EN CARBURANT

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. E. D. Fulton (Kamloops): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre des Transports. Vu les conséquences graves que peut avoir pour les transports aériens la grève qui sévit à la Consolidated Aviation Fueling Limited à Toronto, le ministre pourrait-il nous faire une déclaration, en nous disant surtout comment le gouvernement songe à y substituer un autre service pour prévenir la possibilité d'une fermeture de l'aéroport de Malton?

L'hon. Paul Hellyer (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas en mesure de faire une déclaration détaillée pour l'instant, mais j'espère que nous pourrions assurer le maintien du service, de sorte qu'il ne soit pas nécessaire de fermer l'aéroport.

L'hon. M. Fulton: Question supplémentaire. Le ministre a-t-il en main des plans au cas où cela se produirait?

L'hon. M. Hellyer: Monsieur l'Orateur, j'y ai travaillé durant quelque temps cet après-midi, mais je ne pense pas qu'il serait particulièrement utile de révéler la nature des possibilités pour le cas où il y aurait fermeture.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

MESURES VISANT À FREINER LA HAUSSE DU COÛT DE LA VIE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. George Hees (Northumberland): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une [M. Régimbal.]

question au premier ministre. Le gouvernement songe-t-il à donner des directives économiques à ceux dont les activités ont la plus grande influence sur le coût de la vie, comme moyen d'enrayer la hausse rapide du coût de la vie qui s'est produite depuis trois mois?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme le ministre des Finances l'a dit dans sa déclaration d'hier, il est essentiel que les groupes tant industriels qu'ouvriers envisagent, après consultation, et je compte sur la collaboration des gouvernements, la meilleure façon d'arriver, par des mesures volontaires, à réduire le taux d'accroissement des prix et des coûts.

Comme mon honorable ami le sait sans doute, cette question a fait l'objet d'une étude approfondie par le Conseil économique du Canada dans son troisième exposé annuel. Le Conseil a signalé de graves difficultés dans l'application de principes directeurs sous forme de «politique des revenus», pour employer l'expression de l'exposé. Néanmoins, toute la question relative à la façon d'atteindre aux restrictions qui s'imposent à l'égard des prix et des coûts continue d'être à l'étude.

M. R. Gordon L. Fairweather (Royal): J'aimerais adresser une question complémentaire au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. En vertu de quelles priorités ou de quels principes directeurs du ministre requiert-on la présence à Edmonton la semaine prochaine de quatre des principaux ministres, de deux secrétaires parlementaires et d'un député pour l'ouverture de l'hôpital Camsell, et doit-on prendre cela comme exemple...

M. l'Orateur: A l'ordre. Cette question prête à discussion, me semble-t-il.

[Plus tard]

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre. Le ministre des Finances exposait-il hier la politique du gouvernement en nous faisant la déclaration suivante, consignée dans le dernier tiers de la colonne de gauche de la page 2809 du Hansard:

A mon avis, nous devons—et nous y arriverons—trouver moyen d'enrayer ce mouvement inflationniste même s'il faut, pour cela, passer par un certain ralentissement de l'économie pendant un an ou deux, alors que les hausses des prix et des coûts iront en décroissant.

M. Knowles: Expliquez-vous.

Le très hon. M. Pearson: Oui, monsieur l'Orateur, le ministre estime—d'ailleurs très sagement—que tous les gouvernements, y compris le gouvernement fédéral, devraient réduire leurs demandes sur le marché des capitaux et sur les ressources disponibles. Mon honorable ami approuverait, j'en suis sûr, cette initiative.